

L'opposition en colère contre le référendum constitutionnel du président Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



Le président de la Guinée Alpha Condé a annoncé, mardi 4 février, l'organisation d'un référendum constitutionnel fixé au 1er mars 2020, le même jour que des élections législatives. Cette décision a provoqué l'ire de l'opposition qui y voit un manœuvre pour briguer un troisième mandat.

Le président guinéen Alpha Condé a fixé au 1^{er} mars la tenue d'un référendum constitutionnel et de législatives, malgré l'intense contestation de l'opposition qui dénonce une manœuvre pour briguer un troisième mandat fin 2020.

Le décret présidentiel a été lu mardi 4 février au soir sur les médias d'État – télévision et radios -, provoquant une série de réactions outrées de l'opposition, qui entend empêcher le bon déroulement des législatives et de cette consultation constitutionnelle.

Lundi soir, un autre décret du chef de l'État avait annoncé que les élections législatives, prévues le 16 février après

avoir été

déjà maintes fois reportées, auraient finalement lieu le 1^{er} mars.

Vives tensions

L'annonce de la date du référendum, attendue depuis des semaines, risque d'accroître les tensions déjà vives dans ce pays de 13 millions d'habitants, pauvre malgré d'importantes ressources minières.

La [Guinée](#)

est le théâtre depuis mi-octobre de protestations contre le projet prêté de longue date au président, élu en 2010 et réélu en 2015, de chercher à se succéder fin 2020. L'actuelle Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

[L'avant-projet de nouvelle Constitution divulgué en décembre](#)

et qui sera soumis à référendum dans moins d'un mois maintient cette limite. Mais l'opposition soupçonne que l'adoption d'une nouvelle Constitution serve à Alpha Condé de prétexte pour remettre son compteur présidentiel à zéro.

Alpha Condé, 81 ans, dénonce l'actuelle loi fondamentale, datant de 2010, comme un concentré d'intérêts corporatistes comportant des lacunes et incohérences.

Alors que la communauté internationale, dont l'ONU et la France, s'inquiète des troubles dans le pays, il a récemment averti

que personne ne dicte à la Guinée ce qu'elle doit faire.

Boycott des législatives

Rien de tout ce que fait Alpha Condé ne surprend. C'est à nous de faire ce que nous avons promis de faire, a déclaré, mercredi 5 février, le chef du Bloc Libéral (BL), un parti d'opposition qui boycottera les législatives. À savoir : dénier au chef de l'État la possibilité d'organiser les élections à n'importe quelle date, lui dénier le référendum sur la nouvelle Constitution et dénier à Alpha Condé le 3^e mandat.

En revanche, un autre parti politique, l'Union des Forces démocratiques (UFD) a choisi de participer aux législatives, contrairement à la majorité de l'opposition, qui a décidé de boycotter et même d'empêcher la tenue du scrutin. Mais pour son président, Mamadou Bah Baadiko, le couplage des législatives et du référendum relève du banditisme politique.

On va insister auprès de nos électeurs, on ne touche pas à un seul bulletin du référendum et on ne vote que pour les législatives, a déclaré Mamadou Bah Baadiko.

L'annonce du référendum le même jour que les législative va enclencher une situation qui va être très difficile à gérer, selon Abdoul Gadiry Diallo, président de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH). Dans un communiqué publié mardi, l'ONG avait estimé que la paix et l'unité nationale n'ont jamais été aussi menacées en Guinée que maintenant.

Incertitude sur la candidature d'Alpha Condé à un troisième mandat

Alpha Condé garde jusqu'ici le silence sur ses intentions, ne disant pas s'il compte se représenter à la fin de l'année.

Mais l'éventualité d'un troisième mandat a fait descendre à plusieurs reprises dans la rue des dizaines, voire des centaines de milliers de Guinéens à l'appel d'un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile, le Front national pour la Défense de la Constitution (FNDC).

Le coordinateur national du FNDC, Abdourahmane Sanoh, estime que le couplage des législatives et du référendum n'est qu'une astuce pour amener davantage de personnes aux urnes.

« Ils veulent aller jusqu'au bout le 1^{er} mars et le FNDC est prêt à aller jusqu'au bout pour empêcher qu'il y ait effectivement le référendum », a-t-il déclaré mercredi lors d'une conférence de presse.

Le mouvement a été plusieurs fois durement réprimé et s'est accompagné de troubles à travers le pays. Au moins 28 civils et un gendarme ont été tués depuis mi-octobre. Les manifestations ont toutefois été suspendues par le FNDC.

Opposant historique qui connut l'exil et la prison, Alpha Condé a été le premier président démocratiquement élu en 2010. Son avènement a marqué l'instauration d'un gouvernement civil après des décennies de régimes autoritaires et militaires.

L'opposition dénonce toutefois une dérive dictatoriale.

Cet article est republié à partir de [Ouest-France](#). Lire l'original [ici](#)

**SCAN: «La résistance à l'oppression est un droit constitutionnel, la résistance à la dictature est un droit constitutionnel []»
Cellou Dalein Diallo**

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



SCAN POLITIQUE [archiver des paroles et des écrits]



Abdourahmane Sano, coordinateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC) (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« Alpha Condé n'est pas seul. Il est avec le président de la cour constitutionnelle qui s'est rendu complice de sa démarche. Il doit démissionner. Kory Kondiano, dont le mandat est terminé depuis le 14 janvier 2019, doit démissionner. Ces trois personnalités doivent désormais être dans la ligne de mire de notre combat pour les libérer des bandits qui les prennent en otage pour continuer à piller notre économie. »

La source [ici](#)



Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« La résistance à l'oppression est un droit constitutionnel, la résistance à la dictature est un droit constitutionnel, il faut qu'on se mobilise à partir du 13 janvier pour demander le départ d'un

président qui a perdu toute la légitimité parce qu'il a violé la constitution. »

La source [ici](#)



Faya Millimouno, président du Bloc Libéral (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« Nous sommes confiants quant à la possibilité du peuple de Guinée de se faire entendre. Il n'y aura plus jamais de 3^e mandat dans ce pays. Ça, c'est terminé »

La source [ici](#)

« Il n'y aura pas de référendum dans ce pays pour une nouvelle Constitution. Nous avons également dit qu'il n'y aura pas une élection bâclée dans ce pays qui pourrait conduire à la violence. C'est pour cette raison qu'aucun parti majeur de l'opposition n'a déposé de dossier pour ces élections programmées et nous ne reculerons pas. »

La source [ici](#)



Sidya Touré, président de l'UFR (à l'occasion de l'assemblée générale hebdomadaire de son parti le 4 janvier 2020)

« Les Guinéens ont trop souffert. Je l'ai dit dans mon adresse à la nation. 2019 a été une année de perdu pour les Guinéens. [] En 2009, quand l'armée avait voulu confisquer le pouvoir, nous nous sommes tous levés pour faire en sorte que le pouvoir soit rendu au peuple. Nous poursuivons le même combat. Le pouvoir doit revenir au peuple conformément à la constitution. »

La source [ici](#)

« Nous sommes en 2020, c'est la refondation de l'Etat. Nous sommes dans un état néant, il n'y a rien, c'est une seule personne qui fait tout. [] Nous sommes tombés trop bas, notre pays est complétement foutu »

La source [ici](#)



Sékou koundouno, responsable à la planification du FNDC (à l'occasion de la marche dite de l'ultimatum du 6 janvier 2020)

« On ne peut pas laisser un groupe de gangsters faire de cette Guinée ce qu'ils veulent dans l'illégalité totale. Le référendum se passera sur nos cadavres, car il n'y en aura pas et nous empêcherons la tenue de n'importe quelle

élection truquée »

La source [ici](#)

Faya Millimouno chez Alpha Condé, le Bloc Libéral (BL) tente de préciser les circonstances

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



Dans un communiqué publié par le site mosaiqueguinee.com, le Bloc Libéral (BL) parti de Faya Millimouno donne des précisions sur la rencontre entre Alpha Condé et son leader au palais sekoutourea ce jeudi 26 décembre 2019 et qui a alimenté les rumeurs sur les réseaux sociaux dans un contexte politique tendue après la décision de l'opposition de boycotter et d'empêcher les législatives prévues le 16 février 2020.

Depuis quelques heures nous assistons des déclarations sur la

toile suite à la rencontre du Président du Bloc Libéral Dr Faya Millimouno et d'Alpha Condé ce jeudi 26 décembre 2019.

Au-delà d'être leader politique, Dr Faya Millimouno appartient à une famille tout comme tout autre guinéen.

Les sages de la forêt avaient un rendez-vous avec le Président de la République Alpha Condé dans un cadre purement social, ça n'avait rien de politique, c'est ainsi que les sages ont demandé à Dr Faya (étant leur fils) de prendre part à la délégation et de les accompagner.

Alors le Bloc Libéral vous dit tout d'abord de rester serein, le BL reste toujours constant dans ses prises de position et le BL défendra toujours sa conviction. Vous ne serez jamais déçu du BL.

Nous vous demandons de faire preuve de retenu et surtout prendre de la hauteur pour éviter la division de l'opposition à un moment très important de l'histoire de notre pays. Nous sommes à un tournant très décisif de notre histoire, alors cette division de l'opposition ne profitera qu'à un clan qui veut se maintenir au pouvoir.

Rien de politique n'avait été évoqué.

Le BL reste et demeure membre de l'opposition plurielle et membre du FNDC.

Le BL ne prendra jamais une décision unilatérale.

Vous pouvez encore avoir confiance au BL et son Président.

Vive le peuple conscient de Guinée !

Vive l'unité de l'opposition!

Vive le BLOC LIBÉRAL!

[Vidéo] Le FNDC appelle à une mobilisation générale : quelques leaders politiques délivrent leurs messages

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



Pour défendre la Constitution, toute la Guinée se mobilise ce jeudi 7 novembre 2019 pour dire NON au projet de 3e mandat de Alpha Condé. *Crédits Vidéos* : [Page FNDC \(Facebook\)](#)

Sidya Touré

Aliou Bah

Faya Millimouno

Cellou Dalein Diallo

Mamadou Sylla

Oumar Sylla

Abdoul Kabélé Camara

Le Guide du manifestant

SCAN : « Il faut que chacun (e) commence par respecter la parole donnée et l'engagement public pris. » Kémoko Touré

écrit par GuineePolitique© | 5 février 2020



Kémoko Touré, ancien DG de la CBG, Ecrivain (octobre 2019)

« Les monstres des différentes générations, après avoir envoyé leurs enfants pour étudier à l'étranger avec le produit des détournements, tentent aujourd'hui de les faire revenir dans leurs pays respectifs d'origine pour les installer aux commandes de l'Etat et du secteur privé et ce, dans le seul

souci de s'assurer une sortie honorable et une impunité à vie. Ces jeunes qui ne sont pas responsables des actes anti-patriotiques de leurs parents doivent faire attention au jugement de l'Histoire en refusant de poursuivre le processus de destruction engagé par leurs géniteurs. »

« Aux responsables de tous bords politiques d'aujourd'hui, à commencer par ceux qui sont en responsabilité, je dis clairement que vous ne pouvez pas passer votre temps à parler de paix et de concorde nationale lorsque les actes posés au quotidien montrent que vous préparez une guerre fratricide. Il faut que chacun (e) commence par respecter la parole donnée et l'engagement public pris. Il faut en outre civiliser les rapports avec le souci exclusif d'éradiquer les causes de la pauvreté endémique des populations. »

[Lire la source : Ledjely](#)



Abdourahamane Sanoh, coordinateur national du FNDC, ancien ministre (octobre 2019)

« Les promoteurs du troisième mandat, le président en tête, veulent bruler le pays. Nous, on n'est pas prêts à les laisser faire. »

« On s'en fout des PA ([Points d'Appui](#)), on s'en fout de l'interdiction des manifestations. La constitution nous consacre le droit de manifester. »

[Lire la source : Visionguinee](#)



Faya Millimouno, président du Bloc Libéral (BL) (octobre 2019)

« En ce moment-même, nous connaissons le plus grand défi politique de notre histoire postcoloniale, la pratique de la pseudo-démocratie sous le régime du président Alpha Condé. Cette pseudo démocratie s'exprime par la pression que le régime exerce sur la presse, limitant ainsi la liberté d'expression ; la pratique de la fraude à grande échelle au cours des consultations électorales ; la confiscation du pouvoir dans les mains d'un seul homme, assujettissant ainsi les législatives et le Judiciaire. »

« Chaque peuple, comme l'a dit Frantz Fanon, a une mission historique à accomplir. Le peuple de Guinée est en ce moment à la croisée de son chemin politico-historique ; il ne doit rester ni silencieux ni passif. Il doit absolument déjouer activement le coup d'État « civil » ourdi par le régime actuel et ses acolytes. L'heure de la lutte de la démocratie contre la dictature a sonné. »

[Lire la source : Mediaguinee](#)

*Un scan réalisé par **Sékou Chérif Diallo***